

Après la présidentielle russe

Quels défis pour le "nouveau" pouvoir et l'Europe ?



Par Jean-François Fiorina
Directeur
de l'Ecole Supérieure
de Commerce
de Grenoble

Fruit d'une politique volontariste et d'une claire vision géopolitique, la reprise en main par Moscou des destinées de la Russie se traduit par une forte croissance et un retour remarquable sur la scène internationale.

Les élections législatives de fin 2011 avaient semblé souligner les tensions politiques qui traversent la Russie, de plus en plus de Russes doutant de la capacité du parti présidentiel - *Russie unie* - à gouverner leur pays. La majorité qualifiée des deux tiers à la Douma avait d'ailleurs été perdue, ouvrant une brèche à l'opposition. Sur fond de malaise socio-économique, d'importantes manifestations se sont depuis lors succédé, principalement à Moscou et à Saint-Petersbourg, pour contester les résultats électoraux.

Pour quel résultat en définitive ? La confirmation du pouvoir en place, au-delà des polémiques qui font les délices de la "médiasphère".

Sophie Clairet et Alexis Bautzmann en esquissent les raisons dans la revue *Diplomatie* : "*Vingt ans après l'effondrement de l'URSS, [...] Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev ont su conserver un rang à la Russie que les seuls indicateurs socio-économiques des années 1990 ne permettaient pas d'envisager*". De quels atouts dispose dès lors le "nouveau" pouvoir pour confirmer la spectaculaire entreprise de redressement amorcée depuis une décennie ? Les défis à relever sont certes d'ordre interne, mais passent aussi par une consolidation de la politique étrangère russe.

Héritière du plus vaste territoire étatique au monde, d'un maillage politico-administratif structuré, d'une population "éduquée" et d'un outil militaire conséquent, la Russie post-communiste n'est pas dénuée d'atouts. Certes, les dix premières années ont été placées sous le signe du déclin : obsolescence de l'armée, clientélisme et corruption généralisés, affaiblissement de l'État fédéral, délabrement des moyens de production et chute du niveau de vie, ... En cause : l'abandon brutal, par Boris Eltsine et ses conseillers sous influence américaine, d'une gestion planifiée au profit d'un ultralibéralisme économique. En 1998, le système financier russe s'effondre. En huit ans, le PIB de la Russie chute de 45%. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en mars 2000 pour que le pays entame la reconquête des leviers de sa puissance. Fruit d'une politique volontariste et d'une claire vision géopolitique (cf. note *CLES* n°26), la reprise en main par Moscou des destinées de la Russie se traduit depuis cette date par une forte croissance - s'appuyant essentiellement sur le gaz et le pétrole (cf. *CLES* n°22) - et par un retour remarquable sur la scène internationale. Nonobstant ses récents succès, cette politique est cependant loin d'être achevée.

L'image toujours présente d'un "colosse aux pieds d'argile"

Avec 4% de croissance pour l'année écoulée, l'économie russe confirme son dynamisme. Mais, vu de l'Occident, les perspectives à moyen terme s'assombriraient. Le pays serait notamment malade de sa démographie. Sa population a chuté en vingt ans de sept millions d'habitants - un record mondial ! Mais la situation serait aujourd'hui plus contrastée. L'augmentation progressive du niveau de vie, la gestion des flux migratoires propres à son

Le thème de la "décroissance de la population" est à relativiser, même si la démographie reste un sujet éminemment sensible.

"Le chantier de la renaissance russe s'inscrit dans la longue durée."

Gageons que la Russie s'efforcera dans les années à venir de consolider son "glacis défensif" - cette ceinture constituée par les anciens pays satellites de l'URSS.

identité impériale et la politique nataliste mise en place au milieu des années 2000 commenceraient à avoir un effet positif : selon les derniers chiffres du Service fédéral des statistiques (Rosstat), la population permanente a augmenté de 188 900 personnes (+0,1 %) en 2011 par rapport à 2010 (contre -0,3 % l'année précédente), pour s'établir à 143 millions d'habitants. Le thème de "*la décroissance de la population*" serait donc à relativiser, car dans les faits "*le recul de la population russe ralentit*" ces dernières années. La démographie reste cependant un sujet éminemment sensible, sa fragilité ayant des "*causes profondes qui posent problème*", analyse Cécile Lefèvre dans le hors-série de *Diplomatie* consacré à la géopolitique de la Russie. La natalité reste inférieure de 10 % à la mortalité, en particulier masculine, liée "*à l'alcoolisme, aux morts violentes (accidents, suicides) et aux maladies cardio-vasculaires*". Elle révélerait à la fois un système de soins toujours défectueux et une certaine désespérance sociale dans les franges les plus démunies de la société. Mais surtout, "*l'enjeu n'est pas seulement quantitatif : la gestion de l'espace et de la répartition de la population sur cet espace sont des questions de taille. On assiste en effet à une décroissance très forte de la population, parfois même à une désertification, des régions de Sibérie, du Grand Nord, de l'Extrême-Orient, tandis que Moscou et certaines villes de l'Oural ne cessent d'attirer.*" L'attractivité et la compétitivité de ces territoires s'en trouvent fortement impactées.

Le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble de l'espace russe n'est pas davantage achevé. Le pouvoir central a entrepris de corriger les logiques féodales qui prévalaient pendant la décennie 1990 en restaurant "*la verticale du pouvoir*". Créés au lendemain de la première élection de Vladimir Poutine, 8 districts fédéraux (*okrougs*) se sont substitués aux 83 "*sujets*" de la structure administrative russe. Un objectif : appliquer la Constitution et abolir les textes locaux illégaux. "*Tous les spécialistes de sciences politiques estiment cependant que ces mesures ne permettent pas au Centre de s'assurer que la loi fédérale est respectée dans les provinces. Réseaux clientélistes et corruption continuent d'entraver l'État de droit*", affirme le professeur Pascal Marchand dans la revue *Carto*.

L'exemple de la démographie et de l'appareil administratif ne doivent cependant pas occulter le fait que "*le chantier [de la renaissance russe] s'inscrit dans la longue durée*" (*Le Spectacle du Monde*), et dans la poursuite d'un vrai projet géopolitique.

La politique de puissance, moteur du renouveau russe

Comme dans son programme de 2000, le candidat Poutine a consacré une part belle à la défense et à la politique étrangère dans cette nouvelle campagne. L'une ne va pas sans l'autre, la défense étant un outil au service de la politique étrangère. Ensemble, elles doivent permettre à la Russie de s'affirmer davantage sur l'échiquier international. Outre la poursuite de la modernisation de l'armement conventionnel (cf. *CLES* n°26), Poutine entend maintenir le pays dans le peloton de tête des puissances nucléaires et spatiales. Dans un article paru dans le quotidien *Rossiïskala Gazeta*, il précise que "*plus de 400 missiles balistiques intercontinentaux, 8 croiseurs sous-marins lance-missiles stratégiques, près de 20 sous-marins polyvalents, plus de 50 navires de surface, une centaine d'appareils spatiaux militaires équiperont l'armée russe*". Et les capacités d'intervention dans le cyberspace ne sont pas oubliées. Au total, la Russie prévoit de dépenser quelques 580 milliards d'euros d'ici 2022 pour sa politique de défense. Cette militarisation n'est pas anodine. Elle fait suite au recentrage stratégique américain vers l'Asie - où la Russie est l'une des puissances régionales majeures - et aux augmentations constantes du budget chinois alloué aux armées.

Des récents discours "musclés" contre le projet otanien d'un bouclier anti-missile - campagne présidentielle oblige -, il ressort très clairement que la Russie s'irrite et s'inquiète de voir son territoire potentiellement menacé. *Le Spectacle du Monde* rappelle que l'un des objectifs fondamentaux "*des Américains est d'empêcher l'émergence d'un compétiteur capable de rivaliser avec eux*", notamment par le maintien de l'OTAN pour éviter "*un rapprochement trop étroit de la Russie avec l'Europe de l'Ouest*". L'incompréhension est toujours de mise entre les deux anciens supergrands. "*De quoi faire des dix prochaines années un véritable test pour la capacité de Moscou à mettre en œuvre une stratégie consolidant sa position mais préparant aussi sa posture future. Or les défis en la matière sont nombreux. Moscou se pose en leader d'une improbable alliance eurasiatique qui consacrerait sa position dominante sur le 'Heartland' - soit, en géopolitique classique, la position dominante sur le monde*", analyse ainsi dans *Diplomatie* Joseph Henrotin, chargé de recherche au Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux.

Mais "*si l'activisme diplomatique à l'égard de l'Asie est important, les forces russes qui y sont opérationnelles s'y raréfient. Dans le même temps, Moscou perçoit effectivement la montée en puissance d'un certain nombre d'acteurs, à commencer par la Chine*". Une situation similaire prévaut dans le Caucase et en Asie centrale où la Turquie, de surcroît membre de l'OTAN, tend à s'immiscer. Gageons que la Russie s'efforcera pourtant dans les années à venir de consolider son "glacis défensif" - cette ceinture constituée par les anciens pays satellites de l'URSS.

Quel partenariat entre la Russie et l'Europe ?

La politique étrangère vis-à-vis de l'espace européen est moins conflictuelle. La Russie a proposé en 2008 une initiative de traité de sécurité paneuropéen, pour l'heure non entériné. Il n'est pas pour autant abandonné, comme en témoigne la multiplication d'accords bilatéraux avec la France, l'Allemagne, la Norvège ou encore l'Italie. Les blocages entre Moscou et Bruxelles relèvent pour l'essentiel du maintien de l'OTAN, la Russie ayant tendance à considérer l'Europe institutionnelle comme un instrument au service des intérêts de Washington. Il se chuchote ainsi que, lors de discussions sur la défense anti-missiles, le président sortant de la Douma avait confié à des parlementaires européens que la Russie pourrait envisager de rejoindre l'OTAN à la condition que l'Alliance change de nom. Boutade ou appel du pied ? Dans *Diplomatie*, le professeur Irnerio Seminatore n'exclut pas que "dans une perspective de long terme, l'objectif de Moscou réside dans la disparition de l'OTAN, absorbée dans le nouveau cadre de sécurité paneuropéenne."

À l'avenir, quel qu'en soit l'instrument, Russie et Europe occidentale seront contraintes à de véritables concessions pour définir un projet de destinée partagée. Si la politique de sécurité reste aussi centrale que complexe dans les relations russo-européennes, marquées par les décennies de la guerre froide et l'opposition résolue des puissances anglo-saxonnes, l'approfondissement de partenariats économiques pourrait constituer un "plus petit dénominateur commun" et la première pierre d'un édifice plus ambitieux. Du commerce aux approvisionnements énergétiques, en passant par les transferts de technologies, les sujets d'entente ne manquent pas. Et les relations d'affaires sont déjà nombreuses. Les pays de l'Union européenne, délaissés par une Amérique concentrée sur le front du Pacifique, et avides de nouveaux débouchés, pourraient ainsi cesser de faire de Moscou un "Grand Satan" pour entrevoir la possibilité d'une vision résolument continentale. Soit un renversement dialectique assez stupéfiant de la théorie du "doux commerce" ! ■

Pour aller plus loin : *Géopolitique de la Russie*, Les Grands Dossiers n°5, Revue *Diplomatie*, octobre-novembre 2011, 96 p., 10,95 € ; *Russie, Vingt ans après, Le Spectacle du Monde*, novembre 2011, 98 p., 8 € ; *Géopolitique de l'énergie, la puissance russe*, Revue *Carto* (avec les Éditions Autrement), juillet-août 2010, 82 p., 10,95 € ; *CLES - Comprendre Les Enjeux Stratégiques*, Notes d'analyse n°22 et 26, mars et avril 2011.

EXTRAIT :

Sur la politique de modernisation de la Russie : "C'est la politique des cinq "i" : institutions, investissements, infrastructures, innovations et intellect. Sur le plan technique, il s'agit de doter le pays d'infrastructures modernes, capables de relancer les projets de recherche fondamentale. C'est dans cette perspective qu'est aménagé le site de Skolkovo, près de Moscou, destiné à devenir une future Silicon Valley russe. Sur le plan des institutions, il s'agit de réformer en profondeur le fonctionnement de l'appareil d'État et d'accroître les libertés individuelles." (David Sellos et Pierre-Alexandre Bouclay, *Le Spectacle du Monde*, op. cit.)

Pourquoi CLES ? Comprendre Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.